



Extrait du UJFP

<https://www.ujfp.org/spip.php?article616>

Février 2008 Voyage à Gaza

- Pour comprendre - Témoignages -

Date de mise en ligne : mercredi 27 février 2008

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Rapport pour le Conseil Régional PACA de la visite de 4 membres d'associations défendant les droits du peuple palestinien, dans la bande de Gaza en Février 2008.

Rappel sur les raisons de cette visite.

Cinq associations de Marseille et Aubagne ont sollicité le Conseil Régional PACA en Août 2006 en vue de participer au programme alimentaire visant la bande de Gaza, et plus particulièrement la zone Sud de Rafah et Khan Younes (alors sous les bombes). Ces associations sont : Palestine 13 (section Bouche du Rhône de l'AFPS, (association France Palestine Solidarité), l'UJFP (Union Juive Française pour la Paix), la Cimade, Ajial (aide aux camps de réfugiés au Liban) et l'AMFP d'Aubagne (association Médicale franco-palestinienne, affiliée à l'AFPS).

Le Conseil Régional PACA a bien voulu attribuer la somme de 30.000 EURO à cette action humanitaire, reçue et envoyée au PARC-Gaza, à la fin de l'année 2007.

Le PARC Gaza est l'une des 2 branches du PARC, Palestinian Agricultural Relief Committee, importante ONG palestinienne, s'occupant plus particulièrement des problèmes agricoles et alimentaires, et maintenant, humanitaires.

Depuis le blocus par Israël de la bande de Gaza en été 2006, blocus qui s'est encore considérablement renforcé ces derniers mois, la population de la bande de Gaza, dont 52% est composée de jeunes et d'enfants de moins de 17 ans, ne peut s'alimenter normalement. Aucune denrée alimentaire ou presque ne circule en effet entre Israël et Gaza. Or l'agriculture dans la bande de Gaza, autrefois riche (exportation, avant le blocus, de primeurs, fraises, fleurs coupées, etc...) a été très largement sinistrée : impossibilité de cultiver près de la frontière en raison de tirs israéliens (sur une profondeur de 1 à 1,5 km, ce qui résulte, du fait de l'étroitesse de la bande, en la perte de 40% des terres cultivables), oliviers, amandiers et agrumes déracinés par l'armée israélienne, serres pilonnées, absence de semences et d'engrais (en raison du blocus), destruction du réseau d'irrigation, qualité de l'eau impropre à l'irrigation (l'eau étant devenue saumâtre à cause des pompages excessifs israéliens de la nappe aquifère).

L'opération humanitaire à laquelle a contribué généreusement le Conseil Régional PACA s'intitule :

De paysans pauvres à familles pauvres

Elle consiste à racheter aux paysans leurs maigres produits (légumes, oeufs, huile, parfois fromage), invendables du fait de la paupérisation générale (80% de la population dispose d'environ 1 EURO par jour), d'en confectionner des << paniers >> capables de nourrir ou suppléer une famille de 15 à 20 personnes pendant environ une semaine. En sont les bénéficiaires les familles les plus démunies (père ou soutiens de famille morts, revenus inexistant, nombreux enfants, enfants blessés), réparties dans l'ensemble de la bande de Gaza. L'ensemble de la population étant en état de dénutrition, le programme est évidemment tout-à-fait insuffisant.

Compte-rendu de notre visite.

Dans le but de vérifier la bonne utilisation des fonds envoyés pour cette opération (par le Conseil Régional PACA et par nos associations), quatre membres des associations concernées (Palestine 13, UJFP, Cimade) se sont rendues en Israël-Palestine du 11 au 21 Février 2008. Nous avons effectué nous-mêmes la **coordination** avec les autorités militaires israéliennes pour entrer dans la bande de Gaza, le consulat de France ne souhaitant pas en cette période très tendue faciliter l'accès de civils dans cette zone.

Nous avons passé 48 heures à Gaza, où nous avons été reçus et pilotés par le responsable du PARC-Gaza, Mr.

Ahmed Sourani. L'ensemble des comptes, établis de façon transparente, nous a d'abord été présenté et nous avons obtenu les reçus des sommes envoyées, avec les coordonnées des paysans et celles des familles bénéficiaires.

Puis nous avons quitté le centre du PARC pour nous rendre, le premier jour, dans la région Nord : Beit Hanoun en particulier, et le lendemain dans la région Sud, Khan Younès et Rafah, afin de voir sur le terrain les réalisations du PARC et visiter les familles concernées. La circulation automobile est clairsemée, les routes sont des fondrières non réparées du fait du blocus. Une partie du trafic se fait par charrettes à âne ou à cheval. L'habitat est sinistré dans toute la bande et à Gaza ville, avec de nombreuses maisons ou immeubles bombardés, comme le 15 Janvier un gros immeuble officiel en plein centre ville.

Dans le Nord, la première famille visitée, habitant une petite maison en dur près de la frontière, consiste en 18 personnes dont une douzaine d'enfants en assez bas âge, l'une, de 6 ans, totalement paralysée à partir de la ceinture suite à un tir israélien. Les familles vues ensuite étaient des familles bédouines habitant un vaste gourbi situé au pied d'une digue de sable retenant les bassins d'eaux usées de la région Nord. En effet, il n'y a pas dans cette région de station d'épuration et il est impossible d'en construire une du fait du blocus.

A noter que 2 enfants s'y sont déjà noyés, et que la rupture de la digue a entraîné en Mars 2007 une brutale inondation (vague de 2 mètres) ayant englouti 7 personnes. Ces familles sont dans un état de dénuement extrême (enfants pieds nus dans les flaques d'eau, par grand froid lorsque nous y étions) et dans un environnement d'une insalubrité effroyable. Il est naturel que certaines de ces familles soient bénéficiaires de l'opération subventionnée, toutes devraient l'être.

Le lendemain, nous avons visité dans le Sud (Khan Younès, Rafah et environs) des réalisations du PARC (auxquelles le Conseil Régional PACA participe par le biais de l'opération **Sourire**) : petits centres sociaux pour la femme et l'enfant (parfois dévastés lors des incursions israéliennes, qui sont quotidiennes en ce moment) et exploitations agricoles familiales aidées par le PARC, avec même cultures **bio**.

Nous avons également visité des familles bénéficiaires des paniers repas, comme celle-ci à Al Foukari, victime, un matin d'Octobre 2006 du meurtre du père, de l'écrasement de la maison (bétail compris) par un char des **forces spéciales israéliennes**, ce pour des raisons inconnues. Visite aussi, à environ 200 m de la frontière, d'un genre de clapier où vit une famille bédouine dont la maison a été rasée pour dégager la vue des soldats israéliens à la frontière mais qui reste sur place pour défendre ses terres, au pieds de la haute colline de détritrus de la région.

Nous n'avons donc aucun doute sur l'utilité des opérations menées par le PARC, mais regrettons leur peu d'ampleur par rapport aux besoins de cette population de 1,5 million d'habitants prise au piège du blocus et des incursions.

Nous avons par ailleurs rencontré l'adjoint du Directeur du Comité Palestinien des Droits de l'Homme à Gaza (PCHR), et également les directeurs du PRMC (palestinian medical relief committee, organisée comme le PARC), responsables de 30 centres de médecine primaire, de cliniques mobiles et de la prévention.

Hélas, une dizaine de médicaments tout au plus sont autorisés à entrer dans la bande de Gaza depuis un certain temps. La pénurie est donc extrême, et la morbidité et la mortalité évitables sont très élevées.

Tous les responsables rencontrés (PARC, PCHR, PMRC) nous ont paru unanimes pour espérer une troisième voie politique (ni Fath, ni Hamas), et surtout réclamer de toute urgence la reconnaissance des Droits de l'Homme pour les Palestiniens, grâce à une application du droit international.

Enfin, deux d'entre nous sommes allées ultérieurement au PARC de Ramallah (siège social pour toute la Palestine) et avons rencontré les 2 directeurs. Ceux-ci nous ont appris que 40% des sommes reçues sont actuellement reversées au PARC-Gaza, en raison du blocus. Le bilan annuel 2006 avec tous les comptes et audit indépendant nous a été remis, et est bien sûr à la disposition du Conseil Régional PACA.

Nous sommes également allées au Consulat de France à Jérusalem, service culturel d'aide et de coopération, où

l'on nous a fortement conseillé de poursuivre et d'amplifier nos actions avec le PARC-Gaza, essentiellement en ce qui concerne les actions de "survie", c'est-à-dire l'opération "De paysans pauvres à familles pauvres".

Février 2008